

Nous vous proposons ci-dessous une liste de réponses aux questions posées au groupe de travail commun créé entre l'Administration Fiscale et l'Ordre des Experts-Comptables.  
Des précisions complémentaires ont été formulées par l'Administration Fiscale et sont encadrées en rouge.

# Questions-Réponses

## 2015 sur le FEC

## **0 Obligation de fourniture d'un FEC en cas de comptabilité informatisée**

- Question 0-1 : Quelle est l'obligation pour les BNC ?
- Question 0-2 : Quelle est l'obligation pour les sociétés civiles ?
- Question 0-3 : Quelle est l'obligation pour les sociétés en participation ou sociétés de fait ?
- Question 0-4 : Quelle est l'obligation pour les auto-entrepreneurs ?
- Question 0-5 : Quelle est l'obligation pour les régimes Micro ?
- Question 0-6 : Quelle est l'obligation pour les associations ?
- Question 0-7 : Quelle est l'obligation pour la fiducie non transparente fiscalement ?

## **1 Notion de comptabilité informatisée**

- Question 1-1 : Qu'est-ce qu'une comptabilité informatisée au sens de l'administration fiscale ?
- Question 1-2 : Si l'entreprise tient sa comptabilité manuellement et qu'il est procédé à une reprise de balance informatisée pour établir les déclarations ; quelle en est la conséquence ?
- Question 1-3 : En cas d'utilisation de logiciels ou modules de gestion indépendants du progiciel comptable, peut-on reprendre les totalisations issues de ces logiciels ?
- Question 1-4 : La comptabilité auxiliaire doit-elle être intégrée dans le FEC ? Si oui, sous quelle forme ?
- Question 1-5 : Le cabinet peut-il ressaisir les cumuls mensuels de tableurs pour les dépenses ou les recettes ou pour des saisies de journaux auxiliaires ?

## 2 Sur les dates devant figurer dans le FEC

- Question II-1 : Quelle est la définition de la date comptable attendue dans le fichier FEC (Ecrituredate) ?
- Question II-2 : Quel est le principe retenu pour la validation des écritures ?
- Question II-3 : Quel est le principe retenu pour la numérotation des écritures validées ?
- Question II-4 : La validation du journal des AN peut-elle intervenir indépendamment et ultérieurement à celle des journaux de la même période ? (à titre d'exemple, les AN devenus définitifs en avril ou mai N avec une date du 01/01/N).
- Question II-5 : En matière de déclaration de TVA, y-a-t-il une règle de validation des écritures ?
- Question II-6 : En cas d'extension d'une vérification à la TVA, si les écritures de la période en cours n'ont pas été validées, remet-on un FEC avec des écritures ne comportant pas de date de validation ?
- Question II-7 : En cas d'utilisation du lettrage, quelle est la définition précise de la date de lettrage ?

## 3 Sur le détail des écritures et autres éléments du FEC

- Question III-1 : Comment déterminer le degré de détail à saisir : une note mensuelle de frais d'un salarié préparée sous tableau Excel doit-elle être saisie ligne par ligne ? A chaque date de dépense, ou en une seule écriture à la fin du mois ?
- Question III-2 : Les comptes auxiliaires sont-ils libres de "numérotation" des comptes ; peuvent-ils être entièrement alphabétiques ou doivent-ils commencer par 3 chiffres ?
- Question III-3 : Est-il possible de numéroter les écritures selon le schéma : par mois, par folio et numéro de ligne à l'intérieur du folio ?
- Question III-4 : Comment renseigne-t-on une zone obligatoire du FEC s'il n'existe pas de valeur en comptabilité, par exemple la date de paiement d'une dotation aux amortissements en BNC ?

- Question III-5 : Dans une entreprise qui a un faible nombre de factures fournisseurs et ne les numérote pas, la référence de facture et la date peuvent-elles être laissées à blanc ?

## 4 Points divers

- Question IV-1 : Comment procède-t-on en cas de changement de logiciel de tenue comptable en cours d'exercice ?
- Question IV-2 : Le test du FEC du logiciel TestComptaDemat téléchargeable sur le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) peut-il servir de preuve de conformité aux règles fiscales ?
- Question IV-3 : Le vérificateur doit-il communiquer le rapport généré par ALTO 2 lors du contrôle ?
- Question IV-4 : Entreprises étrangères : les tolérances prévues pour 2014 seront-elles reconduites lors des contrôles postérieurs ?
- Question IV-5 : En cas de saisie de relevés bancaires ou de reprise des fichiers bancaires, peut-on saisir un bordereau avec total des encaissements et décaissements de la période ?

## 0 Obligation de fourniture d'un FEC en cas de comptabilité informatisée

### *Rappel général :*

*Une société est tenue de fournir un FEC si elle remplit les conditions suivantes :*

- *est astreinte à des obligations comptables (présentation de documents comptables) ;*
- *tient sa comptabilité sous forme informatisée.*

---

### ■ Question 0-1 : Quelle est l'obligation pour les BNC ?

Tous les BNC ont l'obligation de tenir une comptabilité (adhérents d'une AGA) ou un registre des recettes et des dépenses (non adhérents AGA). De ce fait l'administration considère qu'il y a lieu d'établir un FEC.

Cependant, ils ont la liberté de choisir la nomenclature des comptes (voir cas spécifiques : Guide du FEC).

*Il est précisé que l'article 99 du code général des impôts (CGI) prescrit aux contribuables qui sont imposés d'après le régime de la déclaration contrôlée la tenue d'un livre-journal, ainsi qu'un registre des immobilisations et des amortissements.*

---

### ■ Question 0-2 : Quelle est l'obligation pour les sociétés civiles ?

Elles peuvent être soumises à contrôle fiscal ; cela implique la fourniture du FEC. Toutefois, si la SCI ne comporte que des associés imposables selon les RF et qu'aucune option à la TVA n'ait été prise pour un immeuble, l'administration tolère la non-présentation du FEC.

*Précision apportée à la réponse donnée par le CSOEC :*

*Les SCI soumises aux impôts commerciaux et les SCI non soumises aux impôts commerciaux mais qui ont des associés, personnes morales, soumis à l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux, des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles conformément à l'article 238 bis K du CGI, sont également tenues de fournir un FEC.*

---

■ **Question 0-3 : Quelle est l'obligation pour les sociétés en participation ou sociétés de fait ?**

Ces sociétés ont l'obligation de réaliser une déclaration fiscale, elles ont donc un FEC à produire.

---

■ **Question 0-4 : Quelle est l'obligation pour les auto-entrepreneurs ?**

Principe :

Ils ont l'obligation de produire des informations comptables. De ce fait, ils devraient être assujettis au FEC.

Tolérance de l'administration :

« L'auto-entrepreneur est dispensé de présenter un FEC lorsqu'il tient sa comptabilité au moyen de systèmes informatisés ».

---

■ **Question 0-5 : Quelle est l'obligation pour les régimes Micro ?**

Principe :

Ils ont l'obligation de produire des informations comptables. De ce fait, ils devraient être assujettis à toutes les obligations du FEC.

Tolérance de l'administration :

« Toutefois, pour les seuls contribuables imposables à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des micro-bénéfices industriels et commerciaux et micro-bénéfices non-commerciaux, qui tiennent un état récapitulatif de leurs recettes sur un registre papier ou un tableur et confient la tenue de leur comptabilité à un tiers, ce dernier peut saisir en comptabilité ces opérations par récapitulation au moins mensuelle, et non trimestrielle, des totaux de ces opérations. Il est donc toléré, sous conditions, que le fichier

des écritures comptables ne comporte pas le détail des écritures comptables des recettes ».

---

■ **Question 0-6 : Quelle est l'obligation pour les associations ?**

Si au moins un secteur est fiscalisé (à but lucratif), il y a obligation de présentation du FEC. Il est admis qu'un FEC soit produit pour la seule partie lucrative, à condition que celle-ci fasse l'objet d'une comptabilité autonome.

*Dans la mesure où l'association dispose d'un secteur lucratif soumis aux impôts commerciaux, elle doit tenir une comptabilité. Si cette comptabilité est tenue au moyen de systèmes informatisés, l'association devra fournir un FEC.*

Dans la pratique, il peut exister deux cas de figure :

- Soit l'association tient deux comptabilités séparées, l'une relative au secteur fiscalisé et l'autre au secteur non fiscalisé. Alors elle doit présenter uniquement un FEC généré à partir du logiciel comptable sur lequel est tenue la comptabilité du secteur fiscalisé ;
  - Soit l'association tient une seule comptabilité dans laquelle figurent des secteurs distincts, elle doit fournir un FEC qui récapitule l'ensemble des opérations de la comptabilité et ajouter dans le FEC un champ permettant d'identifier à quel secteur, lucratif ou non l'opération se rapporte.
- 

■ **Question 0-7 : Quelle est l'obligation pour la fiducie non transparente fiscalement ?**

Le fiduciaire étant obligé de tenir une comptabilité, il y a un FEC à fournir dès lors que la comptabilité est tenue au moyen de systèmes informatisés.

## 1 Notion de comptabilité informatisée

- Question I-1 : Qu'est-ce qu'une comptabilité informatisée au sens de l'administration fiscale ?

Réponse de l'administration :

Une comptabilité est dite « informatisée », dès lors qu'elle est tenue, même partiellement, à l'aide d'une application informatique ou d'un système informatisé.

BOFIP-BIC-DECLA-30-10-20-40- §30-13/12/2013

- Question I-2 : Si l'entreprise tient sa comptabilité manuellement et qu'il est procédé à une reprise de balance informatisée pour établir les déclarations; quelle en est la conséquence ? La saisie Question I-2 : Si l'entreprise tient sa comptabilité manuellement et qu'il est procédé à une reprise de balance informatisée pour établir les déclarations. Quelle en est la conséquence ?

La saisie informatique d'une balance issue d'une tenue de comptabilité manuelle est constitutive d'une comptabilité informatisée. En conséquence cela implique la fourniture d'un FEC qui devra inclure l'ensemble des écritures détaillées de la comptabilité.

- Question I-3 : En cas d'utilisation de logiciels ou modules de gestion indépendants du progiciel comptable, peut-on reprendre les totalisations issues de ces logiciels ?

L'administration précise qu'en cas d'utilisation de « logiciels métier », Il est possible de ne fournir dans le FEC que les cumuls périodiques.

✚ *Exemples donnés :*

- Module métier de gestion des cotisations d'assurance émises
- Logiciel de gestion de stocks
- Logiciel de gestion de caisse BOFIP-CF-IOR-60-40-20 § 65

BOFIP-CF-IOR-60-40-20 § 65-13/12/2013

---

■ **Question I-4 : La comptabilité auxiliaire doit- elle être intégrée dans le FEC ? Si oui, sous quelle forme ?**

Oui, les comptes auxiliaires (comptes de tiers) font partie intégrante de la comptabilité. Les écritures doivent être détaillées, sans centralisation.

Il y a une exception en cas d'utilisation d'un « logiciel métier » indépendant de la comptabilité générale.

*Si le détail de certaines écritures comptables est contenu dans des applications métiers de l'entreprise et non dans des modules annexes au module de comptabilité générale, les écritures agrégées de ces applications sont acceptées (BOFiP-CF-IOR-60-40-20 § 65-13/12/2013).*

*Par ailleurs, pour les entreprises relevant de la DVNI, le vérificateur peut demander dans un premier temps la remise d'un fichier reprenant les écritures centralisées, puis demander, dans un second temps à l'entreprise de fournir les écritures détaillées.*

*Dans ce cas, le fichier des écritures centralisées et celui des écritures détaillées doivent respecter le format défini à l'article A. 47 A-1 du LPF.*

---

■ **Question I-5 : Le cabinet peut-il ressaisir les cumuls mensuels de tableurs pour les dépenses ou les recettes ou pour des saisies de journaux auxiliaires ?**

En cas de préparation de la saisie sur tableur, aucune totalisation ne peut être reprise. Les écritures doivent être enregistrées en détail. Les seules totalisations qui peuvent être reprises sont celles provenant d'un logiciel métier indépendant de la comptabilité.

*Il existe également la tolérance prévue pour les contribuables imposables à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des micro-bénéfices industriels et commerciaux et micro-bénéfices non-commerciaux (cf question 0-5).*

## 2 Sur les dates devant figurer dans le FEC

---

### ■ Question II-1 : Quelle est la définition de la date comptable attendue dans le fichier FEC (Ecriture date) ?

Réponse de l'administration :

- Si le principe d'enregistrement jour par jour des opérations est respecté (C. Com art. R 123-174, al. 1 et PCG art. 921-2) :
  - date de comptabilisation = date d'enregistrement
- Dans la pratique :
  - il existe fréquemment un décalage entre la date de l'événement comptable et la date de saisie comptable<sup>^</sup> ;
  - pour l'administration, la date de comptabilisation = la date de l'événement comptable ou, à défaut, la date de la pièce justificative.

*Objectif du vérificateur : s'assurer que l'opération soit bien rattachée au bon exercice comptable.*

*Contrôle : extraction de toutes les opérations de l'exercice*

---

### ■ Question II-2 : Quel est le principe retenu pour la validation des écritures ?

Réponse de l'administration :

 *Rappel des règles du PCG et du Code de Commerce :*

- Enregistrement des écritures dans le livre-journal jour par jour, opération par opération soit par récapitulation au moins mensuelle des totaux des opérations (C. com. art. R 123-174, al. 1 et PCG art. 921-2)
- Différence selon qu'est utilisé un système informatique muni de la fonction « brouillard »
- Système centralisateur :
  - centralisation mensuelle des enregistrements dans le livre-journal des totaux des opérations (écritures centralisatrices) figurant dans

les journaux auxiliaires (écritures de détails) (C. com. art. R. 123-176 ; PCG, art. 912-2 et art. 921-2)

- dérogation pour les commerçants placés sous le régime réel simplifié d'imposition (centralisation tous les 3 mois : C. com. art. R. 123-204)
- la centralisation suppose la validation des écritures (qui dit enregistrement définitif (PCG art. 921-3) ...dit validation, sans quoi pas d'écriture comptable probante).

En pratique :

- si système sans brouillard, date de validation = date de comptabilisation
- si système à brouillard, date de validation = date à laquelle l'écriture a été validée selon les fonctions suivantes :
  - validation des écritures ;
  - clôture de période ;
  - clôture d'exercice.

*Cette date de validation est donc celle à laquelle le comptable ou le professionnel de l'expertise-comptable a validé les écritures.*

- 
- **Question II-3 : Quel est le principe retenu pour la numérotation des écritures validées ?**

La numérotation des écritures doit être séquentielle et continue par date de validation.

Cette séquence est continue :

- Globalement sur l'ensemble des écritures du FEC ;
- Par journal avec une séquence continue sur l'ensemble de l'exercice.

- 
- **Question II-4 : La validation du journal des AN peut-elle intervenir indépendamment et ultérieurement à celle des autres journaux de la même période ?**

*(à titre d'exemple, les AN devenus définitifs en avril ou mai N avec une date du 01/01/N).*

Deux solutions sont admises :

- Utiliser la possibilité de numérotation des écritures par journaux ;
- En cas de numérotation continue globale du FEC (autrement que par journal), les écritures de report à nouveau peuvent être enregistrées en cours d'exercice et donc ne pas figurer en tête du FEC « en raison du fonctionnement propre de l'entreprise ».

Il conviendra de fournir une information dans le fichier justificatif accompagnant le FEC.

- 
- **Question II-5 : En matière de déclaration de TVA, y- a-t-il une règle de validation des écritures ?**

*Ce sujet sera abordé au cours d'un prochain groupe de travail mis en place par Monsieur Olivier Siviéude, comme annoncé lors de la journée du Club fiscal du 24 novembre 2015.*

- 
- **Question II-6 : En cas d'extension d'une vérification à la TVA, si les écritures de la période en cours n'ont pas été validées, remet-on un FEC avec des écritures ne comportant pas de date de validation ?**

Toute vérification de comptabilité doit être réalisée à partir d'écritures validées.

En cas d'extension de la vérification à la TVA ou à un autre impôt, il faudra saisir et valider les écritures de la période concernée et fournir un FEC validé au vérificateur dans un délai convenu avec ce dernier.

En cas de difficulté, il conviendra de s'en entretenir avec lui.

- 
- **Question II-7 : En cas d'utilisation du lettrage, quelle est la définition précise de la date de lettrage?**

Rappelons tout d'abord qu'il s'agit d'une information non obligatoire. Cependant, en cas d'utilisation du lettrage, l'information devra être fournie dans le FEC.

Le lettrage et la date (éventuelle) ne sont pas liés aux règles et dates de validation.

Pour la date de lettrage, si le logiciel en comporte une, elle devra être fournie dans le FEC. Dans le cas contraire, la zone sera laissée vide.

La date sera celle à laquelle a été effectué le dernier lettrage, car le délettrage est possible et cette donnée ne fait pas l'objet d'une traçabilité.

### 3 Sur le détail des écritures et autres éléments du FEC

- 
- **Question III-1 : Comment déterminer le degré de détail à saisir : une note mensuelle de frais d'un salarié préparée sous tableau Excel doit-elle être saisie ligne par ligne ? A chaque date de dépense, ou en une seule écriture à la fin du mois ?**

Dans ce cas, le tableau Excel n'est pas un assistant à la saisie de comptabilité, mais il s'agit d'une véritable pièce justificative.

Ainsi, comme toute pièce justificative (telle une facture), il n'est pas obligatoire d'en saisir toutes les lignes. Cependant, il conviendra de ventiler l'écriture par nature de frais (transport, hébergement, restauration,...) si l'entreprise utilise des numéros de compte distincts.

- 
- **Question III-2 : Les comptes auxiliaires sont-ils libres de « numérotation » des comptes ; peuvent-ils être entièrement alphabétiques ou doivent-ils commencer par 3 chiffres ?**

2 solutions sont possibles :

- soit le N° de compte commence par 401, 411, xxx (3 premiers chiffres du compte collectif qui respecte le plan comptable) ;
- soit il est utilisé un code alphanumérique ; dans ce cas, la ligne d'écriture devra faire apparaître le numéro du compte collectif de rattachement.

Le choix doit être expliqué dans le fichier descriptif.

#### Précisions de la DGFIP :

*Le FEC doit contenir deux informations :*

- *le numéro de compte ;*
- *le numéro de compte auxiliaire.*

*Le numéro de compte est une information obligatoire, il doit être présent sur chaque enregistrement du FEC.*

*En revanche, le numéro de compte auxiliaire peut ne pas être renseigné, mention (« à blanc si non utilisé »), lorsque l'entreprise n'en fait pas usage.*

*Dans le cas d'utilisation de comptes auxiliaires, les numéros des comptes auxiliaires correspondent alors à la codification mise en place au sein de l'entreprise.*

*Ces numéros complètent ainsi le numéro de compte général qui, lui, doit être conforme aux dispositions du plan comptable général (ou plans spécifiques pour certains secteurs d'activité).*

*Dès lors, il peut y avoir deux cas de figure possibles :*

*a. L'entreprise dissocie le numéro de compte général et le numéro de compte auxiliaire en remplissant respectivement les deux informations demandées dans le FEC ;*

CompteNum	CompAuxNum
401000	0001
401000	ABC
401000	F100
411000	1234
411000	XYZ
411000	C200

*b. L'entreprise agrège le numéro de compte général et le numéro de compte auxiliaire. Dans cette situation, l'information relative au compte auxiliaire peut être laissée à blanc.*

CompteNum	CompAuxNum
4010001	
401ABC	
401F100	

4111234	
411XYZ	
411C200	

*En conséquence, les numéros de compte auxiliaire peuvent être constitués soit entièrement de lettres, soit entièrement de chiffres, soit un mélange de lettres et de chiffres.*

*Toutefois, si le numéro de compte est agrégé, il doit impérativement commencer par trois chiffres respectant les normes comptables.*

- 
- **Question III-3 : Est-il possible de numéroté les écritures selon le schéma : par mois, par folio et numéro de ligne à l'intérieur du folio ?**

Non pas avec un numéro de ligne qui ne permet pas l'identification d'une écriture comptable. Mais le numéro de l'écriture validée pourrait être sous la forme : JO-MM-Fo-N° d'écriture dans le Folio. Cependant, cela devra s'accompagner d'une mesure de validation très stricte pour garantir la non-insertion de nouvelles écritures dans un folio après validation.

- 
- **Question III-4 : Comment renseigne-t-on une zone obligatoire du FEC s'il n'existe pas de valeur en comptabilité, par exemple la date de paiement d'une dotation aux amortissements en BNC ?**

La zone peut être doit être renseignée par une valeur conventionnelle choisie par l'entreprise et indiquée dans le descriptif.

- 
- **Question III-5 : Dans une entreprise qui a un faible nombre de factures fournisseurs et ne les numérote pas, la référence de facture et la date peuvent-elles être laissées à blanc ?**

Il y a une obligation de lien entre l'écriture et la pièce justificative, pour justifier du chemin de révision. En cas de non-saisie de ce type de zone, il faut expliquer, dans le manuel d'organisation comptable, le mode de classement des pièces.

Précisions sur la réponse apportée par le CSOEC :

*Il est rappelé que les informations relatives à la référence de la pièce justificative et à la date de la pièce justificative n'ont pas la mention « à blanc si non utilisé ».*

*Ainsi, une valeur est attendue dans chacune de ces zones.*

*Dans le cas où l'entreprise ne numérote pas les factures, elle peut toutefois indiquer la nature de la pièce et mettre une valeur arbitraire (exemple « FACT FRS 1 »). Ce choix devra alors être précisé dans le descriptif remis au vérificateur. L'article 922-2 du règlement ANC n° 2014-03 indique que « Les pièces justificatives sont classées dans un ordre défini dans la documentation prévue à l'article 911-2 décrivant les procédures et l'organisation comptables ».*

*De même, le champ date de la pièce justificative doit contenir une valeur. A défaut, elle sera remplacée par une date conventionnelle définie par l'entreprise, et devra être précisée dans le descriptif remis en annexe.*

## 4 Points divers

---

### ■ Question IV-1 : Comment procède-t-on en cas de changement de logiciel de tenue comptable en cours d'exercice ?

Il est possible de remettre le FEC de l'exercice concerné sous la forme de deux fichiers distincts ; le premier fichier étant produit par l'ancien logiciel et le second par le nouveau. Ces deux fichiers doivent être remis de manière simultanée et respecter le format défini à l'article A. 47 A-1 du LPF.

S'agissant du premier fichier (1ère partie de l'exercice), les numéros d'écriture comptables doivent correspondre aux écritures de reprise des soldes de l'exercice antérieur.

S'agissant du second fichier (2nde partie de l'exercice), les premiers numéros d'écritures comptables doivent correspondre aux écritures de reprise des soldes de la première partie de l'exercice concerné.

Ce changement de logiciel implique nécessairement un changement de référentiel comptable. La remise des fichiers doit par conséquent être accompagnée des tables de correspondances et de réconciliation comptables entre les deux logiciels

(BOI-CF-IOR-60-40-20, n° 400 13/12/2013)

---

### ■ Question IV-2 : Le test du FEC par le logiciel TestComptaDemat téléchargeable sur le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) peut-il servir de preuve de conformité aux règles fiscales ?

Comme précisé dans la note accompagnant ce logiciel, ce test a une valeur purement indicative. Il ne constitue pas une attestation de conformité et n'est pas opposable à l'administration.

---

### ■ Question IV-3 : Le vérificateur doit-il communiquer le rapport généré par ALTO 2 lors du contrôle?

Le rapport, en sa forme actuelle, n'est pas communicable au contribuable. Néanmoins, dans le cadre du débat oral et contradictoire, le vérificateur est amené à indiquer au contribuable les éventuels points de non-conformité.

■ **Question IV-4 : Entreprises étrangères : les tolérances prévues pour 2014 seront-elles reconduites lors des contrôles postérieurs ?**

La tolérance est prolongée aux exercices clos en 2014.

A compter des exercices clos en 2015, le transcodage et l'utilisation d'une langue autre que le français ne sera plus admis.

■ **Question IV-5 : En cas de saisie de relevés bancaires ou de reprise des fichiers bancaires, peut-on saisir un bordereau avec total des encaissements et décaissements de la période ?**

Ce type de saisie peut être pratiqué. Mais, dans ce cas, il s'agit d'une seule écriture comptable dont toutes les lignes porteront la même date d'écriture comptable (EcrituresDate) et le même numéro d'écriture (EcritureNum).

*Il est rappelé qu'en application de l'article 921-1 du règlement ANC n° 2014-03 les écritures sont passées dans un système dit « en partie double ». Dans ce système, chaque écriture est équilibrée, à savoir le montant porté au débit est égal au montant porté au crédit.*

*Dès lors, ce principe écarte l'existence d'écritures comptables déséquilibrées.*

EcritureNum	NumCpte	Intitule	Debit	Credit
20	512000	Banque	300,00	0,00
20	411001	Client A	0,00	300,00
80	615000	Entretien et réparation	100,00	0,00
80	445600	TVA ded	20,00	0,00
80	401008	Frs omega	0,00	120,00
130	707000	Vtes	0,00	200,00
130	445700	TVA coll	0,00	40,00
130	411023	Client CT	240,00	0,00

